

# Ne pas oublier les "déserts" ruraux

Nicolas Sarkozy a dévoilé hier une série de mesures en faveur du désenclavement économique des territoires ruraux, notamment pour y améliorer la mobilité, l'accès aux soins de proximité et à l'Internet haut-débit ou la défense des commerces locaux.

Lors d'un déplacement dans le Loir-et-Cher, le chef de l'Etat a présenté les grandes lignes de la «nouvelle économie de la ruralité» qu'il souhaitait mettre en place, en conclusion des assises des territoires ruraux lancés en octobre par le ministre de l'Aménagement du territoire, Michel Mercier.

Cette nouvelle économie «n'est pas dans un système passéiste qui n'a fait qu'accumuler les administrations», a souligné Nicolas Sarkozy.

En matière de mobilité, il a estimé nécessaire de «compléter l'effort massif» réalisé sur les transports en commun en zone urbaine par «un soutien à toutes les initiatives innovantes de transport individuel écologique en zone rurale». «Je ne veux pas qu'on culpabilise la France rurale en lui disant "vous polluez quand vous vous déplacez"», a-t-il dit.

Nicolas Sarkozy s'est ainsi prononcé pour «le développement du covoiturage et du transport à la demande» et a demandé au gouvernement de lui présenter

pour juin «une solution pérenne pour assurer l'équilibre économique» des lignes ferroviaires de type Corail.

Sur la santé, il a souhaité que «chacun puisse avoir accès à une santé de proximité». Pour cela, il a annoncé que l'Etat allait réserver chaque année «400 bourses à des étudiants en médecine qui s'engageront pendant au moins dix ans à exercer» en zone rurale, jusqu'à un total de 4 000. Il a également indiqué que l'Etat et l'assurance-maladie participeraient «au financement de 250 maisons de santé en trois ans», afin de doubler leur nombre.

Nicolas Sarkozy a par ailleurs répété sa volonté d'offrir l'accès à l'Internet à très haut débit à 100 % des Français en 2025, avec un objectif intermédiaire de 70 % des foyers servis en 2020. Pour assurer l'avenir des commerces et de l'artisanat de proximité, il a enfin souhaité la mise en place d'un système qui «prime celui qui trouve un successeur pour son entreprise».

3/10/11  
du 10/02/2010